

## Voyage d'inspection citoyenne au Kosovo – 12 au 22 août 2004

Un voyage d'inspection citoyenne, réunissant une douzaine de participants, a eu lieu du 12 au 22 août 2004 dans le sud de la Serbie et au Kosovo. Le but était de constater la situation des minorités au Kosovo depuis le début de l'intervention internationale.

Les temps forts ont consisté dans la visite d'un certain nombre de camps de réfugiés et d'enclaves ainsi que la rencontre avec des représentants locaux ou internationaux.

Partis de Belgrade le vendredi 13 août, le groupe de participants a fait la visite des camps de réfugiés serbes du Kosovo dans les environs de Pozega. Depuis cinq ans ils vivent à une famille par pièce, dans une situation de grande précarité. Ils ne reçoivent pratiquement plus d'aide et ont peu de perspectives d'emploi. Souffrant souvent de pathologies lourdes: dépressions, maladies nerveuses, problèmes cardiaques, diabète, ils n'ont pas de perspective de retour dans leurs foyers maintenant occupés par des Albanais ou détruits.

Samedi 14, à Mitrovica, nous avons rencontré Oliver Ivanovic, député au parlement du Kosovo dont il est le vice-président. Il nous a brossé un tableau plutôt sombre de la situation: la machine bureaucratique mise en place par la communauté internationale, afin d'instaurer un état de droit et permettre de définir un nouveau statut pour la région, a perdu toute crédibilité, y compris auprès de Albanais, interlocuteurs exclusifs jusqu'aux émeutes du 17 mars. La situation des Serbes et des autres minorités, les Roms, les Ashkalis et les Goranis, dans les enclaves, surtout celles se trouvant au sud de Mitrovica, est au-dessous du minimum requis en matière de respect des droits de l'homme. Soumis à la violence des extrémistes albanais, qui jouissent d'une impunité totale (les auteurs des violences de mars, dont le caractère concerté n'est plus à démontrer, ont par exemple tous été relâchés), ils n'ont aucune liberté de déplacement et ne peuvent effectuer les démarches nécessaires à la vie: le ravitaillement, l'accès aux soins et aux services. Cette situation, que pour notre part nous comparerons volontiers à celle des ghettos sous l'occupation nazie, est rendue possible non seulement grâce à la passivité de l'administration internationale, qui laisse faire la majorité albanaise, mais également du fait de sa politique de discrimination délibérée. Un ancien du contingent français nous a confié qu'à Svinjare, localité proche de Mitrovica, le commandement de la Kafor avait interdit le rétablissement de l'adduction d'eau en 1999, afin de rendre la population serbe "dépendante". En mars, cette localité, évacuée par la Kafor française dont c'était pourtant la mission de la défendre contre les exactions, a été ensuite pillée et détruite par les émeutiers albanais. Seules quelques maisons ont été reconstruites.

Malgré la caution ainsi apportée à des institutions ayant conduit au nettoyage ethnique de l'après 99 et aux pogroms de mars, Oliver Ivanovic ne voit pas comment ne pas participer aux élections générales du 23 octobre prochain pour défendre les intérêts de la communauté serbe: 80 000 habitants environ actuellement contre 250 à 300 000 avant la guerre. Il regrette que les Roms du Kosovo n'aient pas les moyens d'en faire autant: 150 000 Roms et 40 000 Ashkalis avant la guerre dont il ne reste que 10 pour cent.

Enfin, il envisage malgré tout la nécessité d'une réconciliation entre Serbes et Albanais, mais ce sera un processus nécessairement long, réclamant un moratoire d'une dizaine d'années, et nécessitant donc le maintien d'une présence militaire internationale, qui devrait notamment s'attacher à une stricte fermeture des frontières avec l'Albanie. L'arrivée massive et illégale d'immigrants d'Albanie complique en effet les relations déjà difficiles entre les communautés traditionnelles du Kosovo.

La remise en activité du monastère de Banjska, au nord de Mitrovica, après 520 années d'interruption, à l'occasion d'une messe célébrée le 15 août par Monseigneur Pavle, patriarche de l'église serbe, en présence de toute l'église du Kosovo et d'une foule rarement vue ici ces dernières années, prouve bien la détermination de la communauté serbe orthodoxe de conserver au moins cette partie de la province.

Peu après, le groupe a entrepris la visite de la Mahala Rom à Mitrovica-sud, après avoir longtemps attendu une escorte de la police de l'Unmik et de la KPS (police locale mise en place par les autorités albanaises, avec au départ les militants de l'UCK dissoute, et en large majorité albanaise). Cette ville dans la ville, où les Roms sont installés depuis le 13ème siècle et qui comptait 15 000 habitants avant-guerre, la plus grande ville Rom du Kosovo, sur la rive sud de l'Ibar, a été entièrement pillée et détruite en 99, au moment de l'entrée de la Kafor et de l'UCK qui n'était pas encore "désarmée". M. Z., responsable de l'URYD (Union des Roms de l'ex-Yougoslavie en Diaspora-France) et un des initiateurs de ce voyage, a été obligé d'interrompre la visite au moment où il nous montrait sa maison: la KPS avait été alertée de l'arrivée de voitures suspectes. M. Z. nous a confié que ce genre d'incident se répétait à chaque fois qu'il emmenait une délégation visiter la ville où il est né et où il a grandi, et dont il ne reste plus qu'un tas de ruines. Au moment de l'arrivée de l'UCK, un imam rom a été brûlé vif dans sa mosquée, une femme de 65 ans a été violée et ensuite contrainte de marcher sur des braises. Craignant pour sa sécurité, ce qui en dit long sur le type de société mise en place sous l'égide des autorités internationales, M. Z. est d'ailleurs resté à Mitrovica-nord pendant que le reste du groupe poursuivait.

A Lapje Selo, dans l'enclave de Gracanica au sud de Pristina, nous avons rencontré Momcilo Trajkovic, leader du mouvement démocratique de la résistance serbe, militant anti-Milosevic, qui s'est d'abord plaint de la surdité de la communauté internationale à ses propositions conjointes à celles de Monseigneur Artemje, évêque du Kosovo. Il fait état du bilan de faillite de la communauté internationale: le projet initial d'instauration d'une société multiethnique à l'américaine a échoué, c'est bien à une société ethniquement pure, une société "monoethnique", qu'aura abouti l'intervention internationale. Précisons quant à nous qu'il suffit d'étudier un peu l'histoire de la région pour se rendre compte que cela constitue bien le but inavoué des Albanais au Kosovo au moins depuis la fondation de la ligue de Prizren en 1878, réactivée par l'occupant nazi en 1943. A Lapje Selo, où M. Trajkovic dirige une coopérative agricole, pour environ 2000 habitants, une trentaine d'élèves entre chaque année au premier niveau de l'école élémentaire, trois sont attendus seulement à la rentrée. Le nombre d'élèves scolarisés en septembre prochain va d'ailleurs être un bon indicateur du nombre de départs causés par les violences de mars. Le jour suivant nous enquêterons à Gracanica où l'école scolarise les élèves de la commune âgés de 7 à 15 ans ainsi que les élèves de 15 à 19 ans venus de toutes les écoles des environs, dans des sections de musique, d'études techniques et médico-sociales. En tout un millier d'élèves qui se partagent les locaux dans des

rotations chacune pour un tiers de la journée. Cette école, comme tous les établissements scolaires de langue serbo-croate, ne reçoit aucune aide de la communauté internationale, contrairement aux établissements albanophones, où les enseignements se font exclusivement en albanais, alors qu'avant 99 il y avait dans toutes les écoles des sections en serbo-croate, en albanais et en turc. Il faut d'ailleurs lire sur ce sujet le livre de Martine Storti, inspectrice générale de philosophie à l'éducation nationale, en mission au Kosovo en 99-2000 sous l'égide de la cellule d'urgence du ministère des affaires étrangères. Elle relate dans les Cahiers du Kosovo (Textuel 2001), comment elle a fait obtenir à des établissements passés sous direction exclusivement albanaise des crédits des régions françaises. Alors que 50 à 60 élèves sont scolarisés habituellement au premier niveau, on attend de compter le nombre d'élèves cette année, peut-être un trentaine seulement. Le régime de terreur qui sévit au Kosovo -1300 Serbes ont été kidnappés depuis 99 sans qu'on les ait jamais retrouvés et un millier ont été tués sans que les autorités judiciaires aient déterminé dans quelles circonstances- n'épargne pas non plus la population albanaise: alors que dix pour cent de la population vit bien, 90% souffre de la situation économique. Bien des interlocuteurs nous ont dit avoir peu de contacts avec leurs anciens amis albanais qui subissent la pression et les représailles des extrémistes.

La coopérative dirigée par M. Trajkovic ne reçoit aucune aide et a été obligée de réduire sa taille à 200 hectares. La place qui lui était habituellement réservée sur le marché de Pristina est maintenant occupée par des Albanais.

Un vieux couple de réfugiés de Lipljan, résidant au monastère de Gracanica, nous a emmené visiter leur maison détruite et brûlée en mars: elle se trouve entourée de maisons albanaises. Plus loin, une maison serbe, également détruite à ce moment-là, est entrain d'être reconstruite. Par des Albanais qui s'en sont emparés illégalement. L'homme nous explique comment les Albanais ont procédé pour "réduire" la population serbe qui s'élevait à 3400 habitants avant 99 pour passer à 1260 après et qui ne compte plus guères que quelques familles autour de l'église, dont le prêtre a été molesté en mars. Ils offrent de grosses sommes pour des maisons et des terrains morcelant les zones occupées par les Serbes, puis exercent des pressions, parfois violentes, sur ceux qui restent, obligés ainsi de céder à bas prix. Monopole tragique dans lequel les Albanais excellent depuis leur arrivée au Kosovo au 15ème siècle, au moment de l'occupation turque (les turcs procèdent alors à un recensement, le Kosovo ne compte alors que 2 à 3% d'Albanais à l'ouest de Djakovica, cf le Memorandum sur le Kosovo et la Métochie édité récemment par l'assemblée des évêques de l'église orthodoxe de Serbie, p 27).

Le lundi 16 août nous avons rencontré l'Ombudsman, le médiateur de l'OSCE, Marek Nowicki, en place à Pristina depuis le début de l'intervention internationale. Il souligne, à l'aide notamment d'exemples sur la commune de Pec, à quel point la communauté albanaise ne respecte pas l'état de droit. En matière d'implantation foncière: ce sont les clans qui décident en fonction de leurs intérêts propres, n'hésitant pas à distribuer des pots-de-vin et à exercer des pressions pouvant aller jusqu'à la violence. Il ajoute que la sécurité au Kosovo est assurée par la majorité albanaise qui ne respecte pas la loi. Il cite la tragédie de ce jeune Serbe blessé à Gorazdevac, transporté à l'hôpital de Pec dans une voiture immatriculée en Serbie, sorti de la voiture par une meute d'Albanais qui l'ont achevé à force de coups. Crime,

comme bien d'autres, resté jusque là impuni. Il est lui même très sceptique sur ses pouvoirs et son efficacité en temps que médiateur. La réforme scolaire récemment mise en place ne tient pas compte des besoins des minorités. L'université de Prishtina ne dispense aucun enseignement en Serbe. Les étudiants serbes, nous avons pu le vérifier en mai dernier, y sont interdits de séjour. Seuls un petit nombre de Bosniaques sont admis à poursuivre des études, en albanais, dans le cadre d'une politique d'assimilation, et non pas d'intégration, des minorités. Qui signe la faillite du projet multiethnique proposé par les internationaux, à commencer par les Etats-Unis.

Invité à tirer les conclusions de cette contravention au respect des standards dont la communauté internationale, et spécialement le conseil de l'Europe après les émeutes de mars, exige la réalisation préalablement à toute discussion sur le futur statut du Kosovo (1), Marek Nowicki déclare qu'il est clair que les Albanais ne pourront pas obtenir une indépendance telle qu'ils l'exigent maintenant. Il pense cependant que les intérêts économiques finiront par réconcilier Belgrade et Prishtina. En poste à Prishtina depuis cinq ans et récemment victime d'un infarctus, M. Nowicki ne donne pas dans la langues de bois. Il pense que les Serbes et les Roms du Kosovo réfugiés en Serbie ne devraient pas revenir car il n'y a pas de perspectives d'emploi, ni non plus en matière de sécurité. Nouvelle infraction flagrante aux standards exigés par la communauté internationale. Nous lui posons carrément la question: "Qui détient le pouvoir au Kosovo?". Il nous répond, dans l'ordre: "Les Etats-Unis, dans une moindre mesure l'Allemagne, et le crime organisé". Il est vrai que Bond Steel, du nom d'un officier américain tombé au Vietnam, la deuxième base américaine dans le monde, occupant une énorme superficie à côté de Gnjilane, n'a pas grand chose à voir avec la réalité du Kosovo, grand comme deux départements français. On n'a d'ailleurs pas vu un seul soldat américain pendant les émeutes de mars et nous en avons peu vu lors de notre passage. Nous sommes là en pleine géostratégie américaine, dont sont victimes les minorités du Kosovo, et la démocratie européenne. En effet, selon Nowicki, les Américains sont entrain de construire ici, dans l'ancien monde, un état fascisto-maffieux, alors qu'une communauté de vieille civilisation européenne est massacrée.

Après cette rencontre, le président du parti démocratique Rom du Kosovo, réfugié maintenant dans l'enclave de Gracanica, nous emmène voir les ruines du quartier serbe et Rom dans la vieille ville, détruit en 1999. L'église orthodoxe, qui avait été conservée alors, a été détruite en mars, nous visitons l'endroit jonché de débris de mobiliers et d'objets de culte calcinés, visite à nouveau écourtée par une alerte. Sur une population d'environ 40 000 Serbes et Roms avant 1999, il ne reste pratiquement plus de Serbes et plus aucun Rom à Prishtina. Récemment, une tentative d'implantation d'Ashkalis venus d'Albanie -les Ashkalis sont des Roms et en principe intégrés à la société albanaise- a eu lieu à Prishtina sous l'égide de l'OSCE, où Marcel Courtilhades, un spécialiste de langue Rom de l'INALCO, soupçonné de travailler depuis longtemps pour les services albanais, la Sigurimi, règne en grand spécialiste, gérant des crédits parfois considérables, que les Roms lui reprochent de ne pas toujours utiliser pour le bien et l'unité du peuple Rom. Cette opération poudre aux yeux, servant à masquer un véritable nettoyage ethnique, vise à donner un toilettage multi-ethnique au régime qui se met en place. Nous avons d'ailleurs entendu le nom de Marcel Courtilhades dans la bouche de nombreux Roms du Kosovo et des camps de réfugiés.

Le soir, revenus à Gracanica, une soeur nous fait visiter le monastère. Les fresques du choeur sont de toute beauté. Précédant d'un siècle les fresques de la renaissance italienne à Florence ou à Arezzo, elles montrent le métier des iconographes et le degré de raffinement de la civilisation serbe avant qu'elle ne subisse, comme la Grèce, également orthodoxe, les cinq siècles de joug turc.

Mardi 17, peu de temps avant de partir pour Gnjilane, nous allons nous recueillir devant la petite boutique bleue, fermée désormais, où étaient vendus des hamburgers, sur la route qui mène de Pristina à Gnjilane, qui se trouve être également la rue principale de Gracanica, où un jeune Serbe a été assassiné à bout portant par des Albanais qui passaient là en voiture dans la nuit du cinq au six juin. Après les émeutes de mars, deux check-points de la KFOR suédoise vérifiaient les passages à l'entrée et à la sortie de l'enclave. En mai, tout étant soit-disant revenu à la "normale", ils avaient été levés.

A Gnjilane il ne reste pratiquement plus aucun Serbe sur les 8000 que comprenait la ville avant la guerre et les 1260 qui y résidaient encore avant les émeutes. Ils sont maintenant tous réfugiés dans les villages environnants ou en Serbie. Les Roms, qui constituaient une population de 6000 habitants avant 99, ne sont plus que 350 et vivent une situation de terreur quotidienne dans un véritable ghetto: ils n'osent plus parler leur langue, encore moins le serbe, ne pouvant sortir du quartier où ils vivent terrés, et, ne trouvant aucun débouché, ils ne songent qu'à partir.

Mercredi 17 août, une jeune femme nous explique la violence des émeutes de mars: une grande partie de la population albanaise était dans la rue, on a même vu des policiers de la KPS prendre la direction des opérations. Ce sont des voisins albanais qui les ont protégés. Nous avons pu ensuite visiter la rue Abdullah Preshevo, où se trouvait le principal quartier Rom, et où résidaient 4000 habitants. La majeure partie des maisons a été pillée, détruite, brûlée en 99. Celles qui restent sont occupées, la plupart du temps illégalement, par des familles albanaises, dont les maisons auraient été détruites par les forces serbes au moment des bombardements. Quelques familles Roms sont restées, qui n'ont pas pu ou pas voulu partir ailleurs. Les habitants nous montrent les murs encore noircis de suie et les pièces vides, où tout a été pillé. Il le disent à voix basse, comme s'ils craignaient d'être entendus du fond de ce qui fut jadis leur quartier (2). Selon les témoins rencontrés, dont des Albanais, la région était plutôt calme jusqu'à l'intervention internationale. Il y avait ici peu d'extrémistes, l'UCK était surtout implantée dans la Drenica, fief albanais des montagnes du centre du Kosovo. L'entrée de la Kafor au Kosovo s'est effectuée par le sud, les Français en première ligne. Qui ont utilisés la connaissance du terrain de l'UCK. C'est à ce moment là, bénéficiant de cette légitimation, que l'UCK s'est déchaînée contre les quartiers serbes et Roms de Gnjilane. Cela aurait été l'occasion pour le contingent français de rompre avec l'UCK, mais nous avons cependant entendu dire que cette triste collaboration s'était malheureusement répétée lors de la mise à sac de la mahala de Mitrovica. Les survivants de la rue Abdullah Preshevo de Gnjilane parlent des destructions de 99 comme d'un nouveau Vukovar.

Après une halte reposante dans le joli village de Strpce, une enclave en pleine montagne où la situation semble a priori plutôt calme, nous sommes arrêtés, peu avant l'emplacement du monastère des Saints-Archanges détruit en mars, par la Kafor allemande. La procédure de vérification d'identité étant un peu longue -un

soldat nous explique que nous devons être pris en photo, ce que nous refusons-nous nous retrouvons à parlementer au beau milieu de la chaussée, le véhicule garé sur le bas-côté. Me retournant, j'aperçois alors le chauffeur de la jeep qui bloque la circulation, caché derrière sa portière, nous prenant en photo. Nous protestons. L'officier nous explique que c'est la voiture qui a été prise en photo... Le check-point passé, nous nous arrêtons devant le site du monastère, entouré de barbelés. Nous nous approchons. Un panneau indique en allemand et en anglais qu'il est interdit de prendre des photos et que les contrevenants s'exposent à des tirs. Une sentinelle qui nous observe avec des jumelles du haut de son mirador nous hurle de partir. Encaissé dans la vallée qui mène vers Prizren, dans les verts sombres du jour déclinant, le site est impressionnant.

Arrivés assez tard, nous avons juste le temps de prendre quelques photos du quartier serbe de Prizren, détruit, serré en amphithéâtre à côté du siège de l'évêché, aux ouvertures calcinées. Nous photographions également la grande église incendiée en plein centre de la ville, longée par la large rue piétonne, et une petite chapelle byzantine en contrebas, dont l'architecture épaisse a mieux résisté à la haine des émeutiers, mais qui, à l'évidence, sert de lieux d'aisance à la population albanaise qui déambule comme si de rien n'était.

Le lendemain, en pleine chaleur de midi, montés jusqu'à l'église épiscopale détruite, un "Raus!", poussé comme un cri du cœur par la jeune sentinelle soudain réveillée de son épaisse torpeur, nous confirme dans la convivialité de la Kfor allemande. Qui, en 99, avait été accueillie le bras tendu par quelques vétérans de la division SS Skanderbeu, devenu Skanderberg pour l'occasion. Elle s'était illustrée dans les massacres de la population serbe et la déportation des juifs réfugiés au Kosovo. Les premières victimes de ce premier déploiement de l'armée allemande en Europe depuis 45 ont été deux Serbes, sauvagement exécutés par des soldats allemands (cf Jürgen Elsässer, La RFA dans la guerre au Kosovo, L'Harmattan, 2002, p152).

Les 18 et 19 août le groupe a fait étape à Dragash, ancienne capitale des Gorans, coincée dans une avancée montagneuse entre les frontières de la Macédoine et de l'Albanie. Il y a encore dix ans, les Gorans, des slaves islamisés, comme les musulmans bosniaques, pendant l'occupation turque, constituaient 90% de la ville. Ils ne sont plus que 30%. C'est une population traditionnellement calme et pacifique, réputée au Kosovo et en Serbie pour ses talents en cuisine et pâtisserie. Les femmes portent une élégante petite cape de lamé noir s'arrêtant au-dessus du genou et ceinturée à la taille, elles semblent constituer la majorité dans la rue les jours de marché. Au nombre de quarante mille, répartis entre l'Albanie et cette partie méridionale du Kosovo, la situation des Gorans est semblable à celle des Roms: n'ayant pas d'état de référence, ils sont soumis aux dominations qui se succèdent, et maintenant l'objet d'une politique d'assimilation de la part des Albanais. Les Gorans en effet sont de langue serbo-croate, ils parlent même le vieux-slave, une langue dont le vocabulaire est proche du russe ou du bulgare, et ont conservé les rites de Noël et de la Saint George. Un différent a surgi dernièrement à Dragash: la mosquée, construite par les Gorans, a été récemment rénovée par une association islamique albanaise du Kosovo. Ce serait l'occasion de leur en interdire l'accès.

La dernière étape nous a conduits à Orahovac et à Velika Hoca, toute proche.

Orahovac est un véritable ghetto, sur les hauteurs de la ville albanaise. Les Albanais d'Orahovac, islamisés tardivement au 19ème siècle, parlent d'ailleurs entre eux le serbe: la "trgovacki jezik", la "langue du marché". La frontière entre les deux parties de la ville est signalée par la tour horloge, caractéristique de l'époque de la domination turque.

Les habitants vivent cette situation depuis cinq ans: kidnappés, assassinés sous les yeux de la Kafor hollandaise puis allemande qui ne remuait pas le petit doigt. Sans possibilité de ravitaillement ni accès aux services dans la ville basse où ils ne peuvent bénéficier d'escorte. Ils sont restés ainsi, subissant la terreur imposée par l'UCK, patrouillant de manière tout à fait officielle, jusqu'en décembre 1999. Orahovac a été la seule ville du Kosovo prise par l'UCK dès 1998. Quarante-quatre Serbes et Roms (39 Serbes, 5 Roms) ont été enlevés à cette époque. Après 99, 27 serbes et 3 Roms ont été enlevés. On n'a retrouvé que deux cadavres non-identifiés. Le premier convoi permettant la communication avec la Serbie est arrivé le 31 décembre 1999. Au moment où elle est arrivée à Orahovac, la Kafor hollandaise a donné sept jours à l'UCK, qui là aussi servait d'auxiliaire, pour se déchaîner contre la population serbe. Pendant les six mois suivants, où la population serbe a été pratiquement livrée à l'UCK, toujours avec l'aval de la Kafor hollandaise, des arrestations arbitraires ont eu lieu, l'UCK se réservant le droit de délivrer des autorisations de sortie de l'enclave et pratiquant encore des "sélections" à la sortie des convois.

Les accords internationaux sur l'occupation internationale avaient prévu que les Russes garderaient l'enclave d'Orahovac. Les Albanais s'empressèrent alors de protester que les Russes et les Serbes s'apprêtaient à commettre un nouveau Srebrenica. Culpabilisés par cet épisode de la guerre de Bosnie, dans lequel ils ont été impliqués, et sur lequel toute la lumière n'a pas été faite malgré le transfert à La Haye du "général" Naser Oric, âme damnée de l'intégriste ex-pronazi Izetbegovic, responsable de nombreux massacres contre les populations civiles serbes de l'enclave de Srebrenica, les Hollandais sont donc restés à Orahovac et les Russes, cantonnés à Malisevo, sont depuis repartis, pour des "raisons financières". Le prétendu Srebrenica invoqués par les Albanais aurait bien eu lieu par contre au village de Zociste, à côté de Velika Hoca, qui a été complètement "nettoyé" de ses habitants serbes. Les extrémistes albanais s'apprêtaient à emmener toute la population quand la Croix Rouge a réussi à ce que les femmes et les enfants soient séparés des hommes. Au nombre de quarante, on ne les a jamais revus. Nous avons pu visiter les ruines du monastère qui se trouvait sur les hauteurs du village, dynamité à cette époque.

Depuis 99, les internationaux n'avaient pour interlocuteurs que les seuls Albanais. Les militaires allemands qui sympathisaient avec les Serbes étaient virés au bout de trois jours. Lorsque les Serbes venaient déclarer des enlèvements de personnes, ils ne prenaient pas la plainte au sérieux. De fait les internationaux ont très peur de l'UCK et laissent donc faire les extrémistes en toute impunité. Avant 99, l'UCK abattait les Albanais qui ne respectaient pas le mot d'ordre de désobéissance civile. Maintenant encore, les Albanais qui ont des amis serbes n'osent les voir que la nuit, en cachette, de crainte des représailles. La société albanaise est régie par l'omerta nous dit-on. C'est une société "homogène" qui vit à partir de règles non-écrites: "c'est pour cela qu'ils sont une énigme pour la terre entière". A chaque réunion du conseil

municipal d'Orahovac, un policier fait état de meurtres dans la population albanaise, certains dus à la rivalité des clans pour le partage des biens serbes. 150 maisons serbes ont été usurpées par des Albanais. Dans les immeubles où cohabitaient Serbes et Albanais, les militants de l'UCK se sont emparés des appartements. Ils y vivent "comme des indiens", organisant des combats de chiens qu'ils lancent contre la Kafor, et ils terrorisent les enfants.

Ici, les émeutes de mars ont été arrêtées à temps par un monsieur portant un attaché-case et dirigeant les opérations avec beaucoup d'autorité sur la foule. Sans qu'on n'ait vu là non plus ni l'Unmik ni la Kafor. Il est vrai qu'un char stationnait sur les hauteurs, prêt à intervenir. C'est seulement alors que les internationaux se sont enfin mis à écouter les Serbes: "D'abord on nous tue, après on nous écoute" nous dit une dame à qui l'un d'entre nous demande comment elle va: "Je vais bien, à la limite de la folie", répond-elle calmement. Cela fait quatre ans qu'elle n'a pas pu se rendre en Serbie et vit comme en prison dans ce ghetto, résurgence tragique dans cette Europe du troisième millénaire et dans le scandale de la présence immédiate de toutes les armées du monde démocratique. Un habitant a été victime d'un infarctus après 99, la Kafor hollandaise n'a pas voulu escorter le malade: "Il aurait fallu prévenir 48 heures à l'avance" fut la réponse ubuesque et intolérable. Depuis le 17 mars la Kafor allemande s'est entraînée en faisant des simulations d'attaques terroristes et un check-point a été installé à l'entrée de l'ancienne ville.

Nous terminons la visite d'Orahovac par l'école "multi-ethnique", financée par une ONG, où ne vont que les seuls enfants albanais. L'école se trouve en dehors du périmètre habité par les Serbes. Les maisons serbes à proximité de l'école ont été pillées et détruites, les parents ne peuvent venir y conduire leurs enfants en sécurité, ils préfèrent donc les scolariser dans une école serbe, située au-dessus de la maison des jeunes.

Le voyage au Kosovo s'est terminé par la rencontre avec le père Sava, au monastère de Visoki Decani, bel édifice du 14ème siècle niché au creux d'une vallée, aux pieds des montagnes qui marquent la frontière avec l'Albanie.

Il nous dresse lui aussi un tableau sombre de la situation. Le Kosovo n'est pas le paradis, même pour les Albanais, nombre de jeunes vont chercher une meilleure situation à l'étranger. Mais surtout pour les minorités, à commencer par les Serbes. Les émeutes de mars ont montré la complète faillite de la mission internationale. Seule la Kafor maintient la possibilité de survie en enclave. A Decani, les moines sont comme en prison. En cas de litige, ils ne peuvent aller faire les démarches de recours nécessaires. Le monastère a été récemment classé au patrimoine de l'UNESCO. Cela n'empêche pas les Albanais de construire sur le périmètre du monastère, sur des parcelles non constructibles cédées à l'époque par l'administration communiste. Un restaurant, ce qui entraîne de nombreux passages, des maisons d'habitations et demain, pourquoi pas, une usine. Le vétéran de l'UCK qui a dirigé les manifestations du 17 mars dans tout l'ouest du Kosovo, rentré expressément pour cela de Suisse où il s'est installé, voudrait implanter un parking à proximité du monastère.

Le père Sava évoque l'impunité dont jouissent les criminels au Kosovo et le recel pratiqué dans nombre de ces constructions opulentes et inachevées qu'on voit

partout fleurir. Il craint pour l'avenir. Dans un mois tous les postes de police vont passer sous autorité albanaise. Les internationaux ont peur depuis le 17 mars, que la violence ne se déchaîne à son tour contre eux. Ils sont venus au Kosovo pour gagner de l'argent et non pas pour perdre la vie. Alors pour ne pas perdre la face et camoufler le bilan de faillite de l'intervention internationale, ils vont déléguer le pouvoir aux Albanais, le plus vite possible. La réalité du pouvoir au Kosovo, derrière un paravent institutionnel, est celui des clans et de la mafia. Donner l'indépendance aux Albanais, que ces derniers attendent comme un cadeau, et dont ils pensent qu'elle résoudrait toutes les difficultés, serait catastrophique pour les minorités. Rugova, que le père Sava qualifie d'homme de paille, et Thaci, gangster hissé par les occidentaux au rang d'interlocuteur et de responsable politique, n'ont pas expressément condamné les violences de mars. A Prizren, les Serbes ont été battus par la KPS albanaise censée les protéger. C'est un miracle qu'il y ait encore des Serbes au Kosovo.

Donner le pouvoir aux Albanais seuls serait une erreur regrettable: le pays serait dirigé par l'UCK et la mafia qui, il ne faut pas l'oublier, détient la majorité du narcotraffic et de la prostitution en Europe. La communauté internationale serait compromise dans la constitution d'un état fascisto-maffieux à caractère raciste. Le père Sava nous donne l'exemple d'Osojane, présentée comme la seule enclave où le retour des Serbes s'est effectué sans incidents. Les vieux du village avaient été emmenés à Pec pour y toucher leur pension: les Albanais ont alors entouré le car, molesté et tué les Serbes, blessé des policiers et pour finir, incendié le car. A Bjelo Polje, dernièrement, la télévision albanaise a opéré une manipulation en prétendant la reconstruction de 24 maisons qui avaient été détruites en mars, après avoir été reconstruites dans le cadre d'une opération de retour des réfugiés, appuyée par l'interview d'un vieux du village qui s'est laissé abuser par de fausses promesses. A Orahovac, on a monté une opération d'hôpital multi-ethnique: deux médecins serbes ont touché de l'argent contre leur signature alors qu'en fait l'hôpital est exclusivement aux mains des Albanais. Les écoles serbes ne sont pas financées car considérées comme mono-ethniques alors que les écoles albanaises ne dispensent un enseignement que strictement en albanaise. Les pays occidentaux ne sont pas au courant de la situation car les rapports sont pour la plupart mensongers, à part le dernier rapport d'Human Rights Watch et le dernier rapport de l'International Crisis Group pour sa description des violences, mais pas dans ses conclusions: la nécessité de l'indépendance. Ils doivent également justifier l'intervention de 99 et le projet de démocratie multi-ethnique.

Enfin le père Sava se plaint du manque de perspective de Belgrade qui n'intègre pas le Kosovo comme part de l'état de Serbie-Montenegro dans ses projets de développement économique. En fin de compte Belgrade se sert du Kosovo comme argument électoral et finira par conseiller aux Serbes du Kosovo d'aller voter aux élections du 23 octobre, sans proposer quoi que ce soit de concret. C'est finalement un plan qui va être imposé par les internationaux au Kosovo, accordant aux Albanais une manière d'indépendance. Philipp Goldberg, collaborateur d'Holbrooke en Bosnie et maître d'oeuvre côté américain des accords de Dayton, vient d'être nommé chef de la mission américaine à Prishtina. Kouchner et Holbrooke, au cours d'un récent voyage à Belgrade, ont affirmé leur opposition au maintien du Kosovo dans la Serbie-Montenegro. Restent deux questions essentielles: les implications régionales de la modification du tracé des frontières internationales auquel on n'avait pas touché

jusqu'à présent depuis le début de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie, et les conséquences inquiétantes pour les minorités survivant au Kosovo d'une entière délégation de pouvoir aux Albanais.

Pour notre part le voyage se terminera, après le retour en Serbie, par la visite de camps de réfugiés Roms du Kosovo. A côté de Novi Pazar, sur la route de Rasak, vivent 117 familles, sans eau ni électricité. Les enfants ne sont pas scolarisés. S'occupant de récupération de ferrailles et de cartons, il faut voir dans quelles habitations de fortune ces pauvres gens survivent, sans aucune aide des municipalités environnantes, abandonnés de tous, dans la crasse et les hurlements. Une image de fin des temps, au milieu des montagnes de carton et des débris de toutes sortes, qui rappelle les chiffonniers de Calcutta, où oeuvrait mère Thérèse. A côté de Belgrade, le président du parti démocratique Rom, une jeune formation qui a réussi, sans aucune aide ni publicité, à recueillir près de cinq pour cent des votes aux dernières élections parlementaires, nous fait visiter deux camps de quatre à cinq cents familles chacun, pour la plupart réfugiées du Kosovo. L'un à Deponia, dans les interstices d'un chantier ce jour là détrempé par la pluie, qui accentue encore la précarité et la misère. L'autre, dans des conditions légèrement meilleures, à Leskovica, où nous accueillent les rondes traditionnelles d'une fête de mariage (3). Et il reste à voir les camps d'Europe, de Suisse, d'Allemagne, de Belgique et de France où les Roms du Kosovo sont sans papiers, sans statuts, sans emplois.

Est-ce cela que voulait l'Europe lorsqu'elle est intervenue au Kosovo aux côtés des Américains? Est-ce cette catastrophe humanitaire qui marque à jamais les premiers pas d'une Europe qui se voudrait puissance politique et qui pour l'heure n'a jamais fait que témoigner de son incapacité à défendre les valeurs qui l'ont constituée? Et qui sont en tous cas à l'inverse de ce qui est entrain de se réaliser au Kosovo. Avec sa caution.

Frédéric Saillot, Paris, le 27 août 2004

(1) Ils sont au nombre de huit: des institutions qui fonctionnent, un état de droit, la liberté de circulation, le droit au retour des minorités et le droit des minorités, l'économie de marché, la garantie du droit de propriété, le maintien du dialogue avec Belgrade et le développement du corps de protection du Kosovo.

(2) Depuis la rédaction de cet ouvrage, nous avons eu l'occasion d'interviewer M. Bexhet Shala à Pristina le 28 juin 2005. M. Shalah est directeur exécutif du Conseil pour la défense des droits de l'homme, affilié à la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme. Il nie la situation faite à la communauté Rom de Gnjilane, qui ferait librement des allers et retours entre le camp Salvatore à Bujanovac et le quartier Rom de la rue Abdullah Preshevo à Gnjilane. De même qu'il a tendance à nier plus généralement l'absence des libertés, notamment celle de circulation, et des droits élémentaires dont souffrent les Serbes et les autres communautés non-albanaises au Kosovo. Cette conception étroitement communautariste de la défense des droits de l'homme, et cette négation, reçoivent pour l'heure l'aval de la Fidh, qui n'a toujours pas donné suite à la plainte dont elle a été saisie de la part de l'URYD sur l'atteinte aux droits des Roms à Mitrovica et dans le reste du Kosovo, le 3 mai 2005, dans ses locaux parisiens. Des extraits de cette interview sont publiés dans mon article "Les reconstructions Potemkine de Kosovo Polje", paru dans B.I. n°103 (CAP 8, BP 391, 75 869 Paris cedex 18).

(3) Voir à ce sujet le film réalisé par Boris Mitic: *Pretty Diana*, Dribbling Pictures, Bitojska 2/11, 11 147, Belgrade, info@dribblingpictures.com et www.dribblingpictures.com